

## COMITE TECHNIQUE – URHlm en Nouvelle-Aquitaine – délégation de Limoges

Vendredi 2 décembre 2022

### Ordre du jour

De 9 h 30 à 10 h 30 : rencontre avec les référents territoriaux de la Banque des Territoires, Nicolas Joyeux et Corinne Fourment

- Présentation du PLUS HORIZEN
- Point sur l'éco-prêt et la réhabilitation énergétique
- Nouveaux critères d'analyse des opérations
- Parcours garant
- Services digitaux
- Temps d'échanges

De 10 h 45 à 12 h 30 :

- Actualité nationale du logement social
- Actualité régionale
- Actualités en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne
- Questions diverses

## 1. Rencontre avec les référents territoriaux de la Banque des Territoires

- Présentation du PLUS HORIZEN
- Point sur l'éco-prêt et la réhabilitation énergétique
- Nouveaux critères d'analyse des opérations
- Parcours garant
- Services digitaux
- Temps d'échanges

## 2. Actualité nationale du logement social

### 1. Crise de l'énergie

**Charte entre le Mouvement Hlm et les Associations de locataires : « 14 mesures pour accompagner les locataires Hlm face à la crise énergétique ».**

#### ⇒ **Les 7 engagements des signataires**

1. Difficultés de paiement liées à la crise énergétique
2. Provisions pour charges
3. Aller vers les locataires pour un accompagnement renforcé et adapté
4. Information sur la gestion des charges
5. Prévention et pédagogie
6. Bonnes pratiques
7. Copropriétés issues des ventes Hlm

#### ⇒ **Les 7 demandes aux pouvoirs publics**

1. Forfait charges de l'APL
2. Bouclier tarifaire
3. Chèque énergie
4. Taxe intérieure de consommation du gaz naturel et TVA
5. Abondement des Fonds de Solidarité Logement
6. Plan de rénovation énergétique
7. Un soutien adapté au logement spécifique et accompagné

NB. La CNL n'est pas signataire du document

### **Fonds Énergie Action Logement**

Ce fonds est géré par l'association en charge de l'accompagnement social des publics fragiles, **Soli'AL**.  
Ce fonds n'est pas seulement réservé aux bailleurs, filiales d'Action logement, mais également aux bailleurs qui sont membres (ou souhaitent le devenir) de Soli'AL.

#### **Principes généraux du fonds :**

- **Fonds mis en place par les bailleurs et abondés à 50% par AL Services** dans une limite de 15M€ d'enveloppe globale.
- Fonds individualisé par bailleur (pas de mutualisation) qui l'utilise pour ses locataires.
- Mise à disposition d'un outil informatique pour gérer et valider les demandes des locataires (fait par le bailleur).
- Cible les locataires le plus fragiles économiquement qui sont en chauffage collectif.
- Aide maximum de 600€ / ménage.

#### **Pour participer au fonds Energie**

- Être adhérent à Soli'AL.  
Si vous n'êtes pas adhérent, vous pouvez le faire en conventionnant avec Soli'AL : validation par leur CA (consultation simplifiée et rapide) + cotisation annuelle de 50€/an.
- Définir votre contribution au fonds et conventionner avec Soli'AL.

#### **Abondement du fonds :**

- Bailleurs, filiales d'AL : 10€/logement
- Bailleurs hors filiales : 5€/logement.
- Frais de gestion de 4%.

#### **Critères cumulatifs d'éligibilité des locataires**

Concerne les locataires les plus fragiles :

- Hausse des provisions de charges de > 100€/mois pour 2022 ou 2023 ou régularisation de charges de plus de 1 000 € au titre de l'année 2022
- Dispose d'un un reste à vivre de 15€/jour.
- A jour de leur paiement de leurs loyers et charges ou qui respectent les échéanciers d'ajournement.

- ⇒ L'enveloppe du fonds étant limitée, il faut rapidement se rapprocher de Soli'AL si intéressé.
- ⇒ Objectif de lancement des fonds vers le 12/12 (outil informatique opérationnel + début des formations à la prise en main de l'outil).

L'USH a mis en place :

- Un dossier dédié à l'Energie : <https://www.union-habitat.org/centre-de-ressources/habitants-politiques-sociales/dossier-energie/sobriete>
- Ainsi qu'un [espace collaboratif dédié à ces questions](#) (accessibles aux organismes Hlm avec identifiants d'accès au site USH)

Une FAQ dédiée au fonds Energie d'Action logement sera prochainement mise en place. L'information sera publiée sur l'espace collaboratif.

### **Situation des locataires soumis à une obligation de quitter le territoire français (OQTF)**

Une instruction a été adressée le 17 novembre 2022 par le ministre de l'Intérieur aux préfets et aux directeurs généraux de la police nationale, de la gendarmerie nationale et des étrangers en France. Cette instruction vise à améliorer l'exécution des obligations de quitter le territoire français (OQTF) et au renfort des capacités de rétention.

Il est notamment demandé aux préfets d'organiser rapidement des réunions avec les bailleurs sociaux afin « d'objectiver des situations et mettre en place un dispositif permettant de les signaler (les OQTF) aux bailleurs sociaux ».

La circulaire ainsi que la note juridique de l'USH ont été adressées aux organismes Hlm.

⇒ Le Comité Technique est invité à échanger à ce sujet et notamment autour des réunions départementales qui ont eu lieu et celles programmées.

## **3. Actualité de l'URHlm en Nouvelle-Aquitaine**

### Programmation Hlm

#### **Système d'information des aides à la pierre (SIAP)**

A partir de la programmation 2023, l'Etat remplacera les portails SPLS et Galion par un nouvel outil : le SIAP (Système d'Information des Aides à la Pierre) qui doit permettre le suivi de la programmation, l'instruction dématérialisée des demandes d'agrément et le suivi du paiement des aides à la pierre du FNAP. Le SIAP doit également faciliter la rédaction des conventions APL ainsi que la gestion des habilitations par rapport à SPLS.

Afin de vous faire une première présentation du SIAP et du dispositif de formation qui sera mis en place pour les organismes à partir de 2023, les services de l'Etat proposent une **réunion d'information le mercredi 7 décembre, de 9h à 11H en visio**.

#### **Actualisation de l'observatoire de la performance énergétique du parc social**

En 2019, l'Union Régionale Hlm a lancé une étude sur la performance énergétique du parc social et les réhabilitations thermiques en Nouvelle-Aquitaine, avec le bureau d'études Altéréa, en partenariat avec le Conseil Régional et la Banque des Territoires.

Cette étude a permis d'instaurer un dialogue avec la Région en prévision du futur PO Feder. Elle a également permis la réalisation d'un **observatoire en ligne de la performance énergétique et des réhabilitations du parc social en Nouvelle-Aquitaine** qui a été présenté lors du Congrès de l'USH de Bordeaux et que vous pouvez consulter ici :

<https://app.powerbi.com/view?r=eyJrIjoieXZGlhZTEtMTk5My00YmIwLTgxN2QtMTQyMzVlNTVlMTFhIiwidCI6IjllNGY4NTFiLTg4ZTItdNDNhYy05OGJmLTA0ZDczMGQ4OTcwNyIsImMiOiJh9>

Les données de l'observatoire ont été alimentées par les organisme adhérents en 2019 et, comme prévu à son plan d'action 2022, l'Union Régionale Hlm va procéder à l'**actualisation des données** afin de prendre en compte les opérations de réhabilitations réalisées depuis la précédente enquête, ainsi que les évolutions du parc. Pour cela, une méthodologie a été mise au point par le bureau d'études Altéréa, laquelle a été présentée le **19 octobre 2022**.

Il s'agit désormais :

- De mettre à jour le patrimoine en fonction des livraisons, ventes et démolitions
- D'ajouter les informations liées aux travaux de réhabilitation thermique réalisés depuis la précédente enquête.
- De compléter le cas échéant les données peu ou mal renseignées lors de la première enquête.

Le document excel complété en 2019 a été adressé le 8 novembre 2022, à l'ensemble des adhérents. **La mise à jour de ce document est attendue pour le 10 mars 2023.**

#### **Groupe de travail « Marges locales » et politique de loyers**

Le **15 septembre 2022**, la délégation de Limoges a réuni les bailleurs sociaux de la Corrèze, de la Creuse et de la Haute-Vienne pour échanger autour des « marges locales », celles-ci étant devenues obsolètes en raison des évolutions réglementaires, notamment en lien avec la performance énergétique, et économiques.

Un compte-rendu de la réunion ainsi que les grilles modifiées ont été adressées dès le **16 septembre** aux adhérents, pour relecture et modifications éventuelles.

Ce sujet a été abordé lors du Comité Technique du **7 octobre 2022**. Les Directeurs Généraux ont ainsi demandé que la délégation de Limoges prenne contact avec les DDT des 3 départements. Il s'agissait de proposer une réunion collective dans chacun des départements autour des sujets suivants :

- Actualités nationale et régionale et leurs incidences au niveau départemental
- Point sur la programmation 2022 et perspectives 2023
- Evolution des marges locales
- Mise en place du SIAP
- Etc.

Ces sollicitations ont été adressées le 14 octobre à chacune des DDT, leur proposant d'associer les DDETSP pour les sujets liés aux politiques sociales.

La première réunion s'est déroulée le **16 novembre 2022** avec la DDT de la Haute-Vienne. Les marges locales constituaient le sujet central de la réunion. Un consensus a été trouvé autour des critères, une nouvelle réunion sera programmée début 2023 afin d'aborder les taux et le plafond des marges.

Une deuxième réunion s'est déroulée le **24 novembre 2022** avec la DDT de la Corrèze. Des débats ont eu lieu autour de certains critères (AA et BBC / logements adaptés aux personnes âgées) et des taux. Une proposition devrait parvenir aux bailleurs sociaux au 1er trimestre 2023.

La dernière réunion est fixée au **9 décembre 2022** avec la DDT de la Creuse.

⇒ [Le Comité Technique est invité à échanger à ce sujet](#)

## Guide des élus

Dans son plan d'actions 2022, l'URHlm est à l'initiative d'un document à destination des élus dont l'objectif est de porter à connaissance, les activités parfois méconnues des organismes de logement social, et plus généralement le panorama des capacités d'interventions des organismes.

Une conférence de presse aura lieu le 6 décembre 2022.

## Actions de lobbying auprès des Députés

Lors des dernières réunions des instances de l'URHlm, il a été fait l'inventaire de l'ensemble des députés de Nouvelle-Aquitaine, élus lors des élections législatives de juin 2022. Des rencontres avec la Présidente de l'URHlm ont eu lieu et sont encore programmées.

## Grille de vétusté

Décret n°2016-382 du 30 mars 2016

*En application de l'article 7 de la loi du 6 juillet 1989 susvisée, la vétusté est définie comme l'état d'usure ou de détérioration résultant du temps ou de l'usage normal des matériaux et éléments d'équipement dont est constitué le logement.*

*Les parties au contrat de location peuvent convenir de l'application d'une grille de vétusté dès la signature du bail, choisie parmi celles ayant fait l'objet d'un accord collectif de location conformément à l'article 41 ter de la loi du 23 décembre 1986 susvisée, même si le logement en cause ne relève pas du secteur locatif régi par l'accord.*

*Les parties peuvent également convenir de l'application d'une grille de vétusté choisie parmi celles ayant fait l'objet d'un accord collectif local conclu en l'application de l'article 42 de la même loi, même si le logement en cause ne relève pas du patrimoine régi par l'accord.*

*Dans tous les cas prévus aux deux alinéas précédents, cette grille définit au minimum, pour les principaux matériaux et équipements du bien loué, une durée de vie théorique et des coefficients d'abattement forfaitaire annuels affectant le prix des réparations locatives auxquelles serait tenu le locataire.*

**Les locataires ont à présent le droit de choisir la grille d'abattement des indemnités de remise en état lors de la sortie des logements la plus favorable à l'échelle d'un département, même si ce n'est pas celle proposée par leur bailleur.**

## Un protocole d'accord signé en Gironde

La CDHlm 33 a décidé en accord avec la CNL et la CLCV d'avancer sur la mise à jour d'une grille de référence commune à l'échelle de la Gironde s'inspirant du protocole de CDC Habitat Social. Les derniers travaux départementaux de type ayant abouti datent de 1993.

Les groupes de travail entre organismes ont permis de proposer un socle commun qui prend en compte la grille de référence et les procédures travaillées au sein de chaque organisme.

Ce protocole s'applique sur l'ensemble du parc de logements du bailleur, et a pour objet de :

- Préciser les droits et obligations du locataire en matière d'entretien locatif de son logement,
- Garantir la mise en location en bon état d'usage et de réparation,
- Clarifier la méthode de réalisation des états des lieux et de définir les termes utilisés,
- Arrêter une grille départementale d'abattements pour vétusté

Une réunion de présentation de cette grille s'est déroulée, via Teams, **vendredi 21 octobre**. Lors de cette rencontre a également été abordée la question de la relocation.

Suite à cette réunion, il avait été convenu avec le Comité Technique d'envisager un groupe de travail sur ce sujet, réunissant les bailleurs sociaux de Corrèze, de Creuse et de Haute-Vienne. Ce groupe de travail pourrait être réuni au 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

⇒ Le Comité Technique est sollicité pour avis quant à cette proposition

#### 4. Actualités départementales en Corrèze, Creuse et Haute-Vienne

##### Gestion locative et politiques sociales

##### *Fichiers partagés de la demande en Haute-Vienne*

##### **Point d'étape au 2 décembre 2022 :**

Compte-tenu de la satisfaction exprimée par l'ensemble des partenaires et utilisateurs, il est décidé de poursuivre. Un nouvel arrêté devrait être publié prochainement, lequel entérinera la mise en place des fichiers partagés de la demande locative sociale en Haute-Vienne.

Un avenant aux conventions - expérimentale et opérationnelle (secteurs LM) - devra ensuite être signé.

Pour une meilleure maîtrise de l'outil, une session de formation relative aux fonctions d'observatoire/statistiques des données enregistrées sur Imhoweb sera dispensée le **6 décembre 2022**, par l'Afipade, à l'attention des partenaires bailleurs, communes, ALS et Etat.

##### *Fichiers partagés de la demande en Corrèze*

Au regard des évolutions législatives et réglementaires (mise en place de la cotation, gestion en flux, etc.) et des échanges avec la CABB dans le cadre des travaux de la CIL/CIA, une nouvelle réunion de présentation de l'Afipade et de l'outil SPTA devait être organisée le 26 février 2021. En raison d'un empêchement de la CABB, cette présentation a été reportée au 25 mars 2021.

A l'issue de cette réunion, il a été convenu que la délégation de Limoges de l'URHlm en Nouvelle-Aquitaine interroge les bailleurs sociaux de la Corrèze quant à leur éventuel souhait de déployer un SPTA dans le département. Une réponse était attendue pour le 30 avril 2021.

A ce jour, la majorité des organismes se sont déclarés favorables au déploiement mais un organisme y est opposé.

Compte tenu des échanges avec les Directeurs Généraux des organismes de logement social de la Corrèze, la délégation de Limoges a sollicité l'Afipade afin d'obtenir des éléments de cadrage et financiers permettant un déploiement des fichiers partagés de la demande en dispatching dans le département. Cette note a été adressée le **15 septembre 2022**.

Elle a fait l'objet d'un nouvel envoi le **10 octobre 2022** et d'une relance le **17 novembre 2022**.

Si un déploiement devait être envisagé en 2023, l'URHlm devrait en tenir informée l'Afipade, association porteuse, mais également l'intégrer dans son plan d'actions 2023.

Cependant, compte tenu des derniers échanges avec des bailleurs sociaux du Département, un déploiement en 2023 semble écarté. Celui-ci pourrait être envisagé en 2024.

⇒ Le Comité Technique est invité à échanger à ce sujet.

### **CIL et CIA**

Le **6 octobre 2022** s'est tenue la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de Limoges Métropole, présidée par la Préfète de la Haute-Vienne et le Président de Limoges Métropole. Lors de cette séance plénière, le bilan annuel des attributions de logements sociaux dans le cadre de la Convention intercommunale d'attributions (CIA) et la présentation du projet de Plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs de logements sociaux (PPGDID) ont été réalisés.

NB. Les travaux devraient reprendre en Corrèze au 1<sup>er</sup> trimestre 2023.

### **PPGDID**

Le Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) a été instauré par l'article 97 de la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi ALUR).

Le PPGDID découle des orientations sur les attributions définies par la Conférence Intercommunale du Logement (CIL), et formalise opérationnellement les moyens et procédures au service d'une meilleure gestion de la demande en logement social et de l'information aux demandeurs.

Il poursuit les objectifs suivants :

- La simplification de l'enregistrement de la demande de logement social ;
- Une meilleure information du demandeur ;
- Une plus grande transparence et équité dans le processus d'instruction ;
- Une gestion des demandes de façon partagée à l'échelon intercommunal dans le cadre d'une politique intercommunale et partenariale des attributions.

Ce document a été confirmé dans sa forme et sur le fond dans la loi Egalité et Citoyenneté du 27 janvier 2017.

### **Qui est concerné ?**

La Loi Egalité et Citoyenneté a restreint l'obligation de réalisation du plan aux **EPCI ayant l'obligation de se doter d'un PLH et comprenant au moins un QPV sur leur territoire.**

### **Quels acteurs pour son élaboration ?**

En plus des communes membres et des représentants des organismes HLM, sont associés les représentants des SEM de construction et de gestion de logements sociaux ainsi que les représentants d'Action Logement.

Le plan doit prévoir un système de qualification de l'offre de logements sociaux du territoire en fonction d'indicateurs fixés par le plan, ainsi que les moyens à mobiliser pour atteindre les objectifs fixés de mixité sociale. **Le plan est applicable pour une durée de six années.**

Le PPGDID définit les orientations destinées à :

- ✓ Assurer une gestion partagée des demandes de logement social (cf. SPTA au 1er janvier 2022)
- ✓ Mettre en place un système de cotation de la demande de logement social (cf. grille UR)
- ✓ Satisfaire le droit à l'information du demandeur (cf. SPTA au 1er janvier 2022)



- ✓ Mettre en place un service d'information et d'accueil du demandeur (cf. scénario Limoges Métropole)
- ✓ Mettre en place des dispositifs facultatifs (location choisie)

La mise en œuvre de la gestion partagée et du service d'accueil et d'information du demandeur font l'objet de conventions signées entre l'EPCI et les partenaires associés. Le plan précise par ailleurs les mesures dont la mise en œuvre fait l'objet de conventions ad hoc

*NB. Des réunions ont été organisées par Limoges Métropole pour aborder l'élaboration du PPGDID (cotation, Service d'Information et d'Accueil du Demandeur de Logement (SIADL) et l'URHlm a réuni les bailleurs sociaux du territoire dans la cadre de la concertation (une contribution de l'URHlm a été adressée le **24 août** au service Habitat de Limoges Métropole et suite à une nouvelle proposition de Limoges Métropole, une nouvelle contribution a été adressée le **26 octobre 2022**).*

### **Cotation et gestion en flux**

Le Décret n° 2021-1016 du 30 juillet 2021 portant modification du décret n° 2019-1378 du 17 décembre 2019 relatif à la cotation de la demande de logement social et du décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux va permettre le report de ces deux dispositifs, en renvoyant leur entrée en vigueur à des dates butoirs fixées par la loi Elan. Ce décret est à mettre en parallèle avec le projet de loi relatif à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite 3DS) actuellement en débat qui devrait repousser ces dates limites de mise en œuvre en 2023.

L'URHlm s'est engagée rapidement dans les négociations partenariales et a organisé des rencontres avec l'ensemble des acteurs concernés. Bien que la date butoir de mise en œuvre de ces dispositifs aient été reportée, l'URHlm poursuit les échanges.

#### **⇒ Cotation de la demande**

L'URHlm en Nouvelle-Aquitaine a proposé une grille de cotation commune aux bailleurs sociaux régionaux, avec simulateur. Cette grille a été adressée et testée par l'ensemble des partenaires Etat, EPCI et ALS. Cette grille a été adoptée dans le cadre de plusieurs PPGDID (ex. Limoges Métropole)

Une **phase de test** s'est déroulée, à la fin du 2<sup>ème</sup> trimestre 2022, auprès de bailleurs sociaux volontaires sur le territoire de Limoges Métropole et via le SPTA (fichiers partagés de la demande), avec l'appui de l'Afipade. Cette phase de test s'étend désormais, sans qu'elle soit rendue visible aux demandeurs dans un premier temps, à l'ensemble des organismes et de leurs collaborateurs au 2<sup>nd</sup> semestre 2022 pour une **mise en place effective au 1<sup>er</sup> trimestre 2023**.

Dans le même temps, l'URHlm et Limoges Métropole ont élaboré un **plan de formation** des chargés d'accueil et de clientèle (**65** collaborateurs à former). Le contenu, les groupes, le format et les modalités de mise en œuvre ont été présentés aux bailleurs sociaux le 1<sup>er</sup> décembre 2022. Les sessions de formation, d'une durée maximale de 2 h, se dérouleront **tous les vendredis à compter de janvier 2023 jusqu'à début février**.

## 5. Questions diverses

### *Démarche en Haute-Vienne d'observation sociale et de pilotage de la réduction du sans-abrisme*

Le 18 octobre 2022, la délégation de Limoges de l'URHlm en Nouvelle-Aquitaine a participé à un atelier d'observation sociale et de pilotage de la réduction du sans-abrisme à l'initiative de la DDETSPP de la Haute-Vienne, appuyée par l'association Action Tank Entreprise & Pauvreté, en présence de l'AIS 87, du SIAO, d'Adoma et d'associations d'intermédiation locative.

L'ambition est la réduction du nombre de ménages sans-domicile sur le territoire de Limoges Métropole. Ensemble, les partenaires ont évoqué les besoins en logements de ces publics, sur la base d'un diagnostic et ont abordé les pistes de travail à mettre en œuvre pour faciliter l'accès et le maintien dans le logement. Dans le cadre de ces travaux, l'URHlm a réuni les bailleurs sociaux du territoire le 8 novembre afin d'élaborer une contribution laquelle a été adressée à la DDETSPP 87 et à Action Tank Entreprise & Pauvreté, le 21 novembre 2022.

Une nouvelle réunion est programmée le 30 novembre 2022.

### *Réunion régionale « sûreté et tranquillité résidentielle »*

Une réunion régionale a été organisée par l'URHlm, le 30 novembre dernier, en visio-conférence, en présence d'Emilie Vasquez, Responsable du département des politiques de sûreté et tranquillité résidentielle de la Direction des politiques urbaines et sociales de l'USH.

Les points suivants ont été abordés :

1. Partenariats
  - Point sur les échanges nationaux permettant la mise en place de conventions
  - Point sur les partenariats individuels et collectifs, en Nouvelle-Aquitaine
  - Retours d'expériences sur d'autres territoires
2. Thématiques traitées par l'USH dans le cadre de publications à paraître
  - Guide de recommandations sur la mobilisation de dispositifs de présence et de vidéo-surveillance sur le parc social
  - Enlèvement des véhicules en infraction sur le patrimoine des bailleurs sociaux
  - Sécurisation des chantiers
3. Exemples de coopérations inter-bailleurs
4. Mise en place d'outils

Cet ordre du jour a également été agrémenté de témoignages d'organismes.

*Point agenda (sous réserve de modifications éventuelles)*

**DECEMBRE 2022**

Dates	Horaires	Thèmes	organismes concernés	lieux
<b>6 décembre</b>	Journée	Formation AFIPADE : fonctions observatoire/statistiques	Organismes LM	à l'Odhac 87
<b>7 décembre</b>	9 h – 11 h	Présentation du SIAP	OLS NA	En visio-conférence
	14 h 30 – 16 h 30	Comité Territorial Communauté 360 Haute-Vienne	URHlm NA	Chéops 87
<b>9 décembre</b>	14 h – 16 h	Réunion DDT 23	Organismes de la Creuse	Cité administrative, à Guéret
<b>12 décembre</b>	10 h – 12 h	Bureau de l'URHlm en Nouvelle-Aquitaine	Membres du bureau	En visio-conférence
<b>13 décembre</b>	9 h 30 – 12 h 30	Bureau du CRHH	URHlm NA	A Bordeaux et en visio-conférence

#### **JANVIER 2023**

Dates	Horaires	Thèmes	organismes concernés	lieux
<b>4 janvier</b>	10 h – 12 h	Formation cotation LM	Organismes LM	URHlm Limoges
<b>13 janvier</b>	10 h – 12 h	Formation cotation LM	Organismes LM	URHlm Limoges
<b>20 janvier</b>	10 h – 12 h	Formation cotation LM	Organismes LM	URHlm Limoges
<b>27 janvier</b>	10 h – 12 h	Formation cotation LM	Organismes LM	URHlm Limoges

*Une réunion du club RH sera programmée en janvier 2023*

#### **FEVRIER 2023**

Dates	Horaires	Thèmes	organismes concernés	lieux
<b>2 février</b>	9 h – 11 h	Formation « mobilité électrique »	Organismes NA	En visio-conférence
<b>3 février</b>	10 h – 12 h	Formation cotation LM	Organismes LM	URHlm Limoges